



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Bilan opération Barkhane

Question écrite n° 7017

Texte de la question

Mme Séverine Gipson attire l'attention de Mme la ministre des armées sur ces militaires qui avaient en moyenne une trentaine d'années et qui sont officiers, sous-officiers ou hommes du rang. Ils sont tombés dans l'accomplissement de leur mission au Sahel. Depuis le début de l'année 2013, vingt-deux militaires français sont morts au combat dans le cadre des opérations Serval puis Barkhane. Nous ne pouvons que saluer la mémoire de ceux qui sont tombés au combat. Et nous ne pouvons que saluer l'engagement des 4 000 militaires français qui, quotidiennement, œuvrent depuis le début de l'année 2013 dans la bande sahélo-saharienne, en Mauritanie, au Mali, au Burkina Faso, au Niger et au Tchad. Les militaires accompagnent ces pays au quotidien dans la lutte contre les groupes armés terroristes. Alors que le 23 mars 2018, la France était une nouvelle fois, une fois de trop, frappée par l'horreur terroriste, l'armée française annonçait avoir tué ou arrêté une soixantaine de djihadistes dans la « zone des trois frontières » aux confins du Mali, du Niger et du Burkina Faso. En effet, depuis le mois de novembre 2017, Barkhane, l'opération menée au Sahel par l'armée française contre les groupes armés salafistes djihadistes, se concentre sur cette zone comprise entre le Mali, le Niger et le Burkina Faso, au côté de ses alliés du G5 Sahel que sont la Mauritanie, le Mali, le Niger, le Burkina et le Tchad. Ce premier semestre 2018 est marqué, pour l'heure, par une multiplication des attaques djihadistes ciblées de petites ou de grandes envergures. La contagion terroriste se poursuit au Mali, dans le centre du pays, tandis que le nord échappe toujours au pouvoir central. Au Niger, les attaques se rapprochent de plus en plus de Niamey - au cours de la dernière, le 12 mars 2018, à 40 kilomètres de la capitale nigérienne, trois gendarmes ont été tués. Le général François Lecointre, chef d'état-major français des armées annonçait le 16 mars 2018 que Barkhane est une opération de longue durée. Autrement dit, l'engagement de la France n'est pour l'heure pas prêt de faiblir. En interne cependant de plus en plus de militaires doutent de l'efficacité de leur mission : les armées africaines ne seraient pas fiables, les casques bleus peu convaincants, les régimes politiques du Sahel gangrenés par la corruption, les politiques de développement trop sous-dimensionnées au regard des besoins réels de la population. Ainsi, elle souhaiterait disposer d'un bilan précis de l'opération Barkhane et du rôle qu'elle joue dans l'endigement du terrorisme international.

Texte de la réponse

L'opération Barkhane, lancée le 1er août 2014, s'inscrit dans une logique de partenariat avec, notamment, les forces armées des pays partenaires du G5 Sahel (Niger, Mali, Mauritanie, Burkina Faso et Tchad), la mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) et la mission de formation de l'Union européenne au Mali (EUTM Mali). Elle mobilise ainsi près de 4 500 hommes et vise en priorité à lutter contre les groupes armés terroristes (GAT) sur l'ensemble de la bande sahélo-saharienne (BSS) et à accompagner les forces de nos partenaires régionaux. Cette opération s'articule principalement autour d'un dispositif aéroterrestre de 2 500 hommes au Mali, d'un dispositif interarmées de 650 hommes au Niger et d'un contingent de 900 hommes au Tchad. En Mauritanie, il convient de rappeler qu'il a été mis fin, en décembre 2016, au dispositif de formation mis en oeuvre depuis plusieurs années, l'autonomisation des forces armées locales ayant abouti avec succès. A la suite de la réorientation stratégique décidée par le Président de

la République en novembre 2017, le plan de campagne de l'opération Barkhane a été redéfini en vue de neutraliser certains groupes terroristes agissant ouvertement dans des zones spécifiques de la boucle du Niger, puis d'aider les forces partenaires à mettre en place un contrôle de zone durable. A terme, cette action devra être relayée en particulier par celle des différents acteurs de la gouvernance et du développement (acteurs locaux, ministère de l'Europe et des affaires étrangères français et agence française de développement), afin de parvenir à une stabilisation de long terme de la région. D'ores et déjà, la réorientation stratégique opérée a permis d'obtenir des résultats tangibles. A l'issue d'une séquence opérationnelle de 2 mois, une centaine de djihadistes ont ainsi été neutralisés ou capturés et remis aux autorités maliennes et nigériennes. Au-delà de ce bilan chiffré, des perspectives de stabilisation sont perceptibles dans les secteurs où les soldats de Barkhane portent leurs efforts, la population locale se montrant de plus en plus réceptive à l'action de nos forces qui luttent pour réduire l'emprise des GAT dans la région. La force Barkhane accompagne par ailleurs la montée en puissance de la force conjointe du G5 Sahel qui, depuis juillet 2017, a accompli des progrès significatifs se traduisant notamment par le déploiement de plusieurs postes de commandement, la constitution de 7 bataillons et la réalisation de plusieurs opérations. Dans le cadre de la lutte contre Boko-Haram, elle apporte également un soutien en matière de renseignement à la force multinationale mixte (FMM) armée par le Niger, le Tchad, le Cameroun et le Nigeria. D'un point de vue financier, le montant du surcoût lié à l'opération Barkhane s'est élevé à 618 M€ au titre de l'année 2017. L'ordre de grandeur de ce surcoût devrait rester le même en 2018. S'inscrivant dans le long terme et œuvrant dans le cadre d'une indispensable complémentarité avec les forces nationales et internationales présentes au Sahel, la force Barkhane va continuer à lutter contre le terrorisme djihadiste qui essaime depuis le nord-Mali et à créer les conditions sécuritaires devant permettre aux acteurs concernés par l'amélioration de la gouvernance et du développement d'agir localement dans certaines zones de la boucle du Niger élargie. Elle contribuera à cet égard à la mise en œuvre du processus de paix au Mali, qui apparaît comme un élément indispensable à la neutralisation du terrorisme djihadiste. Elle poursuivra également son action visant à consolider la coopération opérationnelle entre les forces armées des pays du G5 Sahel en vue d'un contrôle renforcé des zones transfrontalières. Elle continuera en outre à soutenir la stratégie développée afin d'endiguer les agissements du groupe Boko-Haram au Nigeria et maintiendra globalement un haut niveau de vigilance et de réactivité pour protéger la France et ses ressortissants de l'ensemble des menaces identifiées auxquelles ils peuvent être exposés. Enfin, la ministre des armées souhaite rappeler que la France a pour objectif de voir les pays partenaires du G5 Sahel acquérir à terme la capacité d'assurer leur sécurité de façon autonome. Dans cette perspective, la ministre des armées a reçu notamment ses homologues des pays concernés, le 15 janvier 2018, à Paris, afin d'accélérer la montée en puissance de la force militaire conjointe du G5 Sahel dont l'effectif doit atteindre environ 5 000 hommes.

Données clés

Auteur : [Mme Séverine Gipson](#)

Circonscription : Eure (1^{re} circonscription) - La République en Marche

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 7017

Rubrique : Défense

Ministère interrogé : [Armées](#)

Ministère attributaire : [Armées](#)

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [3 avril 2018](#), page 2706

Réponse publiée au JO le : [11 septembre 2018](#), page 7997